

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°919 du 26 Mai 2007

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

UN PARLEMENT CROUPION ?

Les élections législatives vont-elles nous valoir un « Parlement croupion » ? Si oui, y pourrions-nous quelque chose ?

En 1648 la moitié du Parlement anglais, ayant déplu au pouvoir, a été purement et simplement renvoyée. Le « rump Parliament » (le parlement tronqué, que nous traduisons en français par Parlement croupion) a pu assurer Cromwell de sa servilité, et il faudra attendre plusieurs années pour reconstituer un « long Parliament », un Parlement réinstallé dans la totalité de ses pouvoirs. Cette affaire, jointe à la faiblesse des rois de Hanovre, a beaucoup compté dans l'instauration du parlementarisme anglais, le régime démocratique le plus vieux du monde, qui prouve encore chaque jour son efficacité et sa dignité.

Les chefs d'Etat français n'ont jamais eu besoin d'un Parlement croupion : le pouvoir absolu s'est appuyé sur des « chambres introuvables », et l'histoire récente nous enseigne que des députés élus massivement pour une réforme décisive finissent par se soumettre au bon vouloir de l'exécutif. En 1958 le groupe de l'UNR est élu pour garder l'Algérie Française (amendement Moatti) mais les accords d'Evian sont signés en 1962 sans que l'Assemblée Nationale ait eu son mot à dire. En 1968 la majorité de droite est écrasante pour mettre fin à la « chienlit » de mai, pourtant la loi Edgar Faure d'orientation universitaire est votée à l'unanimité (sauf une voix) quelques semaines plus tard, et l'Université française ne s'en est jamais relevée. Même mésaventure en 1986 avec le projet de loi Devaquet, qui est présenté contre l'avis de la majorité libérale triomphalement élue : en décembre, avec les émeutes et la mort de Malik Oussekiné, l'échec de 1988 était déjà inscrit, MITTERRAND prendra sa revanche. Dans tous ces cas, le Président, ou le gouvernement, ou le plus souvent les deux, n'a eu cure de l'opinion, voire du vote, des représentants du peuple.

La popularité de notre nouveau Président, et son style personnel, vont-ils changer la nature des relations entre l'exécutif et le législatif et dans quel sens ?

Alors que l'un des thèmes de la campagne était ces derniers mois la restauration des pouvoirs du Parlement et des relations plus équilibrées entre gouvernement et assemblées, certains parlent déjà de « régime présidentiel ».

C'est un abus de langage, car si la constitution américaine, modèle du genre, accorde au Président un droit de veto, le Congrès peut lui résister en refusant de voter les textes qu'il voudrait imposer et en contestant les dépenses fédérales. Dans la tradition de la V^e République, le Parlement n'a aucune prise sur les décisions du Président, ni même aucun pouvoir de contrôle ou de sanction sur le gouvernement : la « motion de censure » est inscrite dans la Constitution, mais une seule fois en cinquante ans le gouvernement a été mis en minorité. En revanche l'exécutif bénéficie du vote bloqué, et sa production législative (projets de lois, décrets, ordonnances) est bien plus importante que celle du « législateur ».

J'ai donc appris avec intérêt par notre nouveau Premier Ministre que « l'Assemblée n'est pas un contre-pouvoir, c'est le pouvoir ! ». Si tel était le cas, il s'agirait d'une innovation majeure et, à mon sens bienfaisante. Il faut cependant remettre la déclaration de François FILLON dans le contexte : il entendait répondre à François HOLLANDE qui appelle de ses vœux (pieux au demeurant) une majorité de gauche à l'Assemblée pour préserver le peuple contre un nouveau Président dont on peut tout craindre. Mais François FILLON aurait simplement pu invoquer la légitimité démocratique d'un Président élu si largement, et approuvé aujourd'hui par deux Français sur trois. Qu'avait-il besoin de dire que le pouvoir était au Palais Bourbon alors que jusqu'à présent il a toujours été à l'Elysée, sinon à Matignon ?

On déplorait déjà la dyarchie entre Président et Premier Ministre ; en viendrions-nous à une triarchie ?

Je crois plus probable que nous aurons une Assemblée d'inconditionnels, organisée autour d'un parti bien structuré, dont la discipline a pesé dans la balance alors que le PS était divisé et la gauche invertébrée. N'oublions pas que les élections locales sont pour l'an prochain, et aucun politicien notoire ne prendra le risque de perdre sa mairie, son poste de conseiller municipal, général ou régional en affichant des opinions très personnelles.

Il existera cependant, et c'est la seule raison d'espérer, quelques fortes individualités qui sont ancrés dans leurs convictions et auront le courage de proposer ou de s'opposer, que cela plaise ou non à l'exécutif. C'est vers ces candidats que nous devons aller, pour les encourager à rappeler dès maintenant les grands traits d'une réforme libérale (présentés dans notre Guide du Candidat). Je souhaite que quelques-uns d'entre eux aient le courage de se démarquer du nouveau « politiquement correct », qui ressemble comme au frère au précédent, et préparent ainsi l'émergence d'un courant important capable de s'exprimer au sein de la future Assemblée. Réformateurs, Génération Entreprise, doivent s'affirmer dès aujourd'hui pour continuer demain à afficher leur différence. Ils constitueront, comme François HOLLANDE le souhaite vainement pour les socialistes, un vrai contre-pouvoir, même s'ils n'ont pas de pouvoir.

Si personne n'ose dire la vérité aux électeurs, ni aux ministres ou au Président, si nul ne les pousse à une vraie rupture, les nouveaux locataires de l'Elysée et Matignon seront promptement rattrapés par les réalités économiques, sociales et internationales. Les échéances se rapprochent à toute allure.

Aidons nos amis candidats à avoir de l'audace, toujours de l'audace, encore de l'audace. Ils n'auront pas le pouvoir, c'est certain, ils n'en détiendront que quelques bribes. Mais ils auront la liberté. Va-t-on d'avance les réduire au silence ? Est-ce un Parlement croupion qui s'annonce ?

Jacques Garelo

Conjoncture

LA COMMISSION EUROPEENNE MET EN GARDE LA FRANCE

Décidément, les bonnes nouvelles internationales s'accroissent. Après le FMI il y a un mois (« Les nouveaux gouvernants ont de la chance », NL 916 du 28/4/2007), c'est au tour de la Commission européenne d'annoncer une conjoncture meilleure en Europe. L'environnement international sera donc porteur pour la France. Mais la Commission en a profité pour mettre en garde les nouveaux dirigeants français : les prévisions pour la France ne sont pas aussi bonnes qu'ailleurs, à politique inchangée. Il faut donc changer de politique. Juan Manuel BARROSO l'a d'ailleurs amicalement suggéré au cours de son dialogue avec le Président SARKOZY mercredi dernier.

La croissance européenne revue à la hausse

Avant même les résultats de l'élection présidentielle connus, entre les deux tours, nous avons souligné que les nouveaux dirigeants français avaient de la chance. Jamais les prévisions de croissance n'ont été aussi fortes dans le monde, selon le FMI (4,9% de croissance du PIB en moyenne) et la conjoncture mondiale est en outre portée et soutenue par le dynamisme des échanges internationaux, comme toujours facteurs de croissance.

Un mois plus tard, c'est au tour de la Commission européenne de réviser à la hausse des prévisions de croissance. Pour la zone euro, la croissance devrait être en moyenne cette année de 2,6%, au lieu des 2,4% prévus, et de 2,5% en 2008. Pour l'ensemble des 27, c'est encore mieux, la croissance du PIB devrait être cette année de 2,9% (au lieu de 2,7%). C'est dire que les pays de l'Est, en particulier, font mieux que ceux de la zone euro.

La croissance devrait être confortable également en Angleterre (2,7%) et surtout en Espagne (3,7%). Mais le progrès le plus spectaculaire, comme nous l'avons annoncé il y a quinze jours (NL 918 du 12 mai) concernerait l'Allemagne, qui passerait d'une prévision de 1,8% il y a encore quelques mois à 2,5%. Cela s'explique par un grand dynamisme des investissements et des exportations, grâce aux efforts de compétitivité, et aussi par les réformes sur le marché du travail, pour le rendre plus flexible et inciter les chômeurs à accepter un emploi.

Diminuer les dépenses publiques

Cette croissance plus forte dans tous les pays aura, selon la Commission européenne, des conséquences positives sur l'emploi (le taux de chômage devrait sensiblement se réduire, passant en dessous de 7% l'an prochain) et sur les recettes fiscales (à taux d'impôts inchangé) et donc sur la réduction des déficits publics. Le déficit moyen des treize membres de l'euro tomberait à peine à 1% du PIB cette année (contre 1,6% en 2006) et à 0,8% en 2008. Onze pays européens au moins auraient un budget en excédent. L'Europe -et notamment la nouvelle Europe- bénéficie enfin du train de la reprise, en raison des réformes consenties dans la majorité des pays européens.

Et la France ? La Commission européenne est prudente, car ses prévisions se font à politique économique inchangée. Avec la politique du gouvernement sortant, la croissance française reste l'une des plus faibles d'Europe : 2,4% en 2007 et 2,3% en 2008. Mais l'exercice ici n'a pas le même sens que pour les autres pays, puisque, du moins on peut l'espérer, la politique économique devrait enfin changer et certaines réformes de structure être envisagées.

La Commission n'a pas raté cette occasion, même si elle n'entre pas dans les détails et notamment pas dans les politiques structurelles (ce n'était pas l'objet de ce rapport conjoncturel) de mettre en garde les nouvelles autorités françaises. Il est par exemple dit explicitement qu'il ne faut pas mettre à profit le renouveau de la croissance et des recettes fiscales pour accroître les dépenses publiques, mais au contraire en profiter pour les diminuer et pour réduire les déficits publics et la dette publique, qui restent en France excessifs.

La réunion des ministres de l'économie de l'Eurogroupe a aussi été l'occasion pour rappeler la nécessité de faire des efforts (en particulier sur la baisse des dépenses publiques) afin de créer des « marges de manœuvre » pour « améliorer la productivité et la compétitivité » et faire face aussi aux problèmes venant du vieillissement de la population : on n'est pas dans une logique de soutien de la demande, mais d'encouragement de l'offre.

Réduction de la dette et indépendance de la BCE

Plus généralement, comme le titre notre confrère Les Echos : « Les grands argentiers européens mettent en garde Nicolas SARKOZY ». Contre quoi ? « Contre la tentation de laisser filer les déficits et de s'attaquer à l'indépendance de la BCE ». Sur le premier point, il s'agit donc une nouvelle fois de réduire les dépenses publiques, pour réduire la dette et le déficit, tout en baissant les impôts pour ramener la France dans la moyenne des prélèvements européens. Le Commissaire ALMUNIA précise : « Poursuivre la remise en ordre des finances publiques et réduire la dette constitue un défi pour la France, qui doit démontrer que ce sera l'objectif des nouvelles autorités ».

Sur le second point, passés les discours électoraux de circonstances, la France doit cesser de critiquer la politique monétaire restrictive de la BCE. Le ministre des finances autrichien précise : « Aucun homme politique ne doit exercer de pression sur la BCE ». Et le ministre allemand d'ajouter à son tour : « Je ne pense pas qu'il faille imposer des contraintes à l'action de la BCE, qui est et qui doit demeurer une institution indépendante ». De plus, la Commission nous met aussi en garde contre les hausses de salaires trop fortes, contraires au besoin de compétitivité.

Ces avertissements n'ont pas eu l'air d'impressionner Nicolas SARKOZY qui, à l'occasion de la conférence de presse qui a suivi sa rencontre à Bruxelles avec Juan Manuel BARROSO, a invoqué la dépendance de la FED à l'égard du Trésor américain, de la Banque d'Angleterre à l'égard du chancelier de l'Echiquier. Il voudrait que le pouvoir monétaire retourne aux dirigeants politiques. Sera-t-il suivi dans cette reconquête de l'euro ? Peu nombreux sont les Européens qui se plaignent de la gestion de la BCE parce qu'ils savent que l'ère de la « politique monétaire », consistant à manipuler les monnaies, est définitivement close.

Bien entendu, les autorités européennes s'en sont tenues avant tout à ces aspects monétaires et budgétaires de la question, puisque c'était l'objet des rapports et réunions, mais il ne faudrait pas négliger les réformes structurelles de fond, celles de l'Etat, celles du marché du travail, celles de la fiscalité, celles de la protection sociale, celles du système éducatif. L'environnement extérieur est favorable. A nous de savoir en profiter en procédant aux réformes de fond. C'est le message des autorités européennes au nouveau gouvernement.

l'actualité qui nous fait réfléchir

SERVICE MINIMUM : AVANT LA FIN DE L'ETE !

Comme Jacques GARELLO l'expliquait dans son éditorial il y a quinze jours, l'un des points sensibles du nouveau quinquennat portera sur les relations avec les syndicats : seront-ils les chefs des « enrayeurs », ou bien Nicolas SARKOZY, au nom des promesses électorales, saura-t-il faire prévaloir la volonté du peuple sur celle d'une infime minorité, non représentative ?

Jusqu'à ces derniers jours, nos nouveaux dirigeants se hâtaient comme la tortue : lentement. C'est ce qui permettait à certains de penser que le Président avait déjà renoncé à croiser le fer sur ce pré. Comme le titrait Le Monde, les syndicats « semblent rassurés ». Voilà qui n'est guère rassurant. Il y a longtemps qu'on nous balade avec cette histoire, depuis au moins 1995 et les grandes grèves JUPPE ; même CHIRAC avait mis le service minimum à son programme. Des propositions de loi en nombre incalculable ont été déposées, mais on sait qu'en France, c'est l'exécutif qui décide pour le législatif, y compris pour l'ordre du jour. Les entreprises concernées, comme la SNCF, freinent des deux fers. La RATP prétend avoir réglé le problème par son alarme sociale, mais cela n'a pas changé grand chose pour l'utilisateur.

Citons encore Le Monde : « ceux qui ont été reçus par M. SARKOZY ont semblé soulagés. Ils ont le sentiment que le Président élu semble moins pressé. Les négociations ne devraient pas commencer avant l'automne ». Si on attend l'accord de FO et de la CGT pour avoir un service minimum, on peut risquer de ne pas en avoir fini avant la fin du quinquennat.

En revanche, les députés UMP, dans leur majorité, n'appréciaient guère cette lenteur. Ils ont raison et les électeurs doivent faire pression sur eux en ce sens. Les Français ont tranché en faveur de certaines réformes. Il serait inadmissible que l'on y renonce sous la pression syndicale. Surfant même sur la nouvelle mode des droits opposables, M. KAROUTCHI présente le service minimum comme un droit opposable au droit au déplacement ! Qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse !

Nous pouvons rappeler, comme le faisait d'ailleurs le Monde, qu'en Allemagne (comme en Autriche) les fonctionnaires statutaires n'ont pas le droit de grève. C'est la contrepartie de la garantie de l'emploi. Et pourtant l'Allemagne a eu longtemps et a encore dans la grande coalition des sociaux-démocrates au pouvoir.

En Italie (dont le gouvernement actuel est de gauche), la grève n'est pas autorisée aux heures de pointe du matin et du soir. Et pas de grève pendant les vacances scolaires. Pas de cumul de grève de transports (par exemple interdiction de faire grève en même temps dans le transport ferroviaire et aérien, ou pas de conflit local ou régional aux mêmes dates).

En Espagne (toujours avec un gouvernement actuel socialiste) le service minimum dans les trains implique au moins un train dans la journée pour une destination et, pour les transports collectifs, le transport doit être garanti à 50% ou 60% pendant les heures de pointe. Enfin au Royaume-Uni (toujours avec les travaillistes au pouvoir), s'il n'y a pas de réglementation pour le service minimum, la continuité est assurée par une limitation du recours à la grève (qui date de l'époque THATCHER, mais que les travaillistes ont heureusement conservée), qui impose notamment le vote de la grève à bulletin secret.

Ce qui est accepté dans les principaux gouvernements de gauche en Europe est-il insurmontable pour un gouvernement de droite et d'une droite qui se déclare décomplexée ? Certes, cela passera sans doute par un conflit avec certains syndicats, mais ne faut-il pas crever l'abcès un jour ou l'autre ? Ce sera un des premiers tests du nouveau pouvoir.

Depuis mardi dernier, il semblerait que les choses aient enfin bougé. Le Premier Ministre, sans doute alerté par son entourage, a raccourci le délai de négociation dont les « partenaires sociaux » disposeront pour obtenir un consensus. « Avant la fin de l'été » tout doit être bouclé, sinon un texte sera présenté au Parlement « en septembre ». Cet ultimatum est bien la moindre des choses : voilà des années que le problème a été soulevé, et jusqu'à présent les syndicats n'ont su l'aborder qu'avec des grèves de protestation. Il est grand temps qu'une réforme si attendue et si symbolique prenne enfin corps.

AIRBUS : « L'ETAT FERA SON DEVOIR »

Le nouveau Président de la République s'est emparé immédiatement du dossier Airbus-EADS. Et il a affirmé que l'Etat ferait son devoir. Le problème est de savoir ce qui est de son devoir. Que le pouvoir s'occupe du dossier semble logique, tant celui-ci a été politisé. Il faut au moins que l'Etat explique comment il compte se désengager d'un dossier dans lequel il s'est enfoncé. Etant actionnaire d'EADS, il ne peut faire comme si cela ne le concernait pas.

Nous laisserons de côté la gestion politique du dossier : le Président a voulu montrer qu'il s'intéressait au dossier et qu'il voulait aller vite. De ce seul point de vue, c'est réussi : le soir même de la passation de pouvoir, il en parlait à Berlin avec la chancelière MERKEL, et le lendemain, avant même le premier Conseil des ministres, il était à Toulouse et discutait sur un ton très libre avec tout le monde. Médiatiquement, c'est une réussite.

Mais ce qui nous intéresse, c'est le fond économique de la question. L'entreprise n'est pas viable dans sa structure actuelle : l'Etat français et les länder allemands comme actionnaires, aux cotés d'actionnaires privés, cela ne peut pas fonctionner ; la politique s'en mêle alors, et comme deux Etats sont concernés, l'entreprise est tirée à hue et a dia : il n'y a pas de pilote dans l'avion, ou plutôt il y en a trop.

Que veut faire Nicolas SARKOZY ? A long terme, sa position est claire et les libéraux ne peuvent que l'approuver : l'Etat, a-t-il déclaré, n'a pas vocation à être actionnaire, l'entreprise n'a pas à être nationalisée, même partiellement comme c'est le cas maintenant, et il faudra donc désengager l'Etat et remplacer celui-ci par de vrais actionnaires privés, ayant pouvoir de décision. L'entreprise sera alors gérée comme n'importe quelle entreprise, selon les lois de la concurrence et de la rentabilité.

Là où nous ne sommes plus d'accord, c'est pour le court terme. L'Etat fera son devoir dit le Président : cela signifie qu'il apportera de nouveaux capitaux, comme pourrait le faire un actionnaire privé. Jusqu'à quand ? Jusqu'au redressement de l'entreprise. C'est le modèle déjà suivi pour Alstom par Nicolas SARKOZY : c'est l'Etat qui va redresser la situation y compris financièrement, avant de rétrocéder l'entreprise au privé. L'Etat est donc la solution.

Or pour nous les choses sont claires : l'Etat n'est pas dans cette affaire la solution, mais le problème. C'est à cause de l'Etat -et même de deux Etats qui sont concernés- que l'entreprise va mal. C'est parce que l'on a politisé un dossier qui aurait dû rester purement industriel. Et comment l'Etat va-t-il redresser, alors qu'il laisse entendre qu'on pourrait revenir, au moins partiellement, sur les nécessaires opérations de restructuration ?

Cela nous fait penser au discours habituel sur les baisses d'impôts : les politiques nous disent qu'il faut attendre que la croissance redémarré pour baisser les impôts, alors que c'est la baisse des impôts qui va faire redémarrer la croissance. Ici, c'est pareil : il ne faut pas que l'Etat reste jusqu'au redressement de la situation, qu'on va attendre longtemps ; il faut que l'Etat se retire au plus vite de cette affaire pour que la situation se redresse.

Dans cette histoire, N. SARKOZY veut bien faire, et sa bonne volonté n'est pas en cause. Mais sa nature le porte à s'occuper de tout, et c'est là le problème : il faut qu'il redécouvre la sagesse économique, qui indique que moins les politiques s'occupent d'un dossier, plus vite les choses se redressent. L'Etat est engagé jusqu'au cou dans cette affaire. Il veut faire son devoir. C'est bien simple : qu'il laisse la place à des actionnaires privés, à de vrais industriels, à un véritable entrepreneur ! C'est sans doute un discours moins populaire auprès des syndicats de gauche, mais Nicolas SARKOZY n'a pas été élu pour plaire aux syndicats, mais bien pour mener la politique que souhaite son électorat.

Il en va de même pour la question des parachutes dorés évoqués dans cette affaire. N. SARKOZY a promis au plus vite une loi, pour des raisons « d'éthique et de moralisation ». S'il s'agit d'éthique, il s'agit donc d'autodiscipline et pas de loi, comme l'a opportunément rappelé Madame PARISOT : aux entreprises de faire le ménage, pas à l'Etat.

BENOIT XVI : L'ÉGLISE N'EST NI UNE IDEOLOGIE POLITIQUE, NI UN MOUVEMENT SOCIAL

Absents la semaine dernière, nous n'avons pu commenter immédiatement le voyage du pape BENOIT XVI dans le plus grand pays catholique du monde, le Brésil. Mais il est encore temps de revenir sur les enseignements de cette première visite hors d'Europe.

Le premier enseignement, c'est que ceux qui attendaient d'un pape « politique » la condamnation du capitalisme et le soutien à la théologie de la libération en auront été pour leurs frais. Ce n'est pas sur ce terrain que se situe BENOIT XVI. Il a déclaré d'emblée que l'Eglise n'était pas une idéologie politique ou un mouvement social.

C'est justement parce que l'Eglise n'est pas un mouvement politique qu'il a une nouvelle fois condamné les ravages de la théologie de la libération en Amérique latine. Il se situe en cela dans la ligne de JEAN-PAUL II, qui l'avait à l'époque (quand il était cardinal RATZINGER) chargé d'analyser et de réfuter les dérives de cette théologie de la libération, qui confondait le marxisme et la foi en Dieu, l'activisme social et la théologie.

Le deuxième enseignement, c'est que le Pape a consacré la plupart de ses discours à parler de l'amour, de la fidélité ou du respect de la vie ou tout simplement de la foi. Beaucoup en ont été surpris, mais c'est pourtant bien le rôle normal d'un pape de se situer sur ce terrain. Si la partie « foi » de son discours n'intéressait a priori que les croyants, la partie « morale » s'adressait à tous les hommes de bonne volonté inquiets de la dérive éthique dans le monde moderne.

Le troisième enseignement, c'est que Benoit XVI a tout aussi fidèlement repris la position de Jean Paul II sur la doctrine sociale de l'Eglise, et en particulier celle qui s'est clairement exprimée dans l'encyclique *Centesimus Annus*. Il a condamné fermement le socialisme marxiste, en affirmant qu'il voyait dans les changements en cours en Amérique latine « des motifs de préoccupation devant des formes de gouvernement autoritaires ou assujetties à des idéologies que l'on croyait dépassées ». Cela vise à l'évidence CASTRO et autres CHAVEZ, mais aussi il a visé ceux qui voulaient réhabiliter une culture précolombienne, combattant le christianisme comme étranger à la culture d'origine (comme MORALES en Bolivie).

Sur le capitalisme, il a simplement répété, ce qu'aucun libéral ne saurait contester, qu'il n'y a aucune société juste « sans un consensus moral sur des valeurs fondamentales ». Il a affirmé que les structures du marché, comme de tout système économique, ne pouvaient fonctionner seules, c'est à dire sans une éthique forte. HAYEK ne disait pas autre chose. Ce n'est pas un discours idéologique ou politique, c'est un discours éthique, dont nos sociétés ont bien besoin. Et ce n'est pas l'économie de marché qui est combattue, mais le matérialisme des sociétés actuelles : ce n'est pas un appel à la révolution, mais à la conversion. D'ailleurs, pour les pays à « économie libérale », il a simplement préconisé « l'équité ».

Le reste a porté sur la nécessité pour l'Eglise sud-américaine de revenir sur le terrain de la foi et de l'évangélisation, en particulier pour faire face au succès des sectes, alors qu'une partie du clergé avait eu tendance à désertier ce terrain pour aller sur celui de la politique : il a martelé qu'il ne fallait pas confondre « foi et idéologie politique ». Et la fameuse « option préférentielle pour les pauvres » ne devait pas se résumer au plan économique, mais visait toutes les formes de pauvreté (y compris affectives, culturelles ou spirituelles).

Devant l'assemblée des évêques (CELAM) il a rappelé que « si l'Eglise commençait à se transformer en instrument politique, elle ne ferait pas plus pour les pauvres, mais moins, parce qu'elle perdrait son indépendance et son autorité morale ». On est loin des délires des sandinistes du Nicaragua avec des prêtres ministres ou des messes encadrées par des guérilleros en uniforme et en armes. Ce qu'il demande, c'est un surcroît d'évangélisation pour que les baptisés soient moins « facilement influençables ». « L'Eglise veut seulement indiquer les valeurs morales pour chaque situation et former les citoyens pour qu'ils puissent décider consciemment et librement ». Spiritualité, éthique, entraide volontaire, cela fait moins la une des journaux que de prôner la révolution. Mais c'est plus proche de la vérité.

COLLOQUE « SCIENCES ET ETHIQUE »

Le Centre de recherches en éthique économique de l'Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III), que préside le Professeur Jean-Yves NAUDET, organise, comme chaque année, son traditionnel colloque d'éthique économique. Le quatorzième aura lieu, comme d'habitude, à Aix en Provence, salle des actes de l'université, les jeudi 28 et vendredi 29 juin 2007. Le thème de cette année est celui des liens entre les diverses disciplines scientifiques et l'éthique (Sciences et éthique).

On retiendra en particulier les liens entre la science économique et l'éthique, le jeudi après-midi, avec les interventions de Bertrand LEMENNICIER (La morale face à l'économie) et de Jacques GARELLO (De l'économie politique à l'économie éthique).

Mais bien d'autres disciplines seront passées en revue, au crible de l'éthique, comme la philosophie (Jean-François MATTEI, Penser l'éthique et connaître la science), l'histoire des idées politiques (Doyen Marc PENA et Hervé ISAR), la théologie (Raphaël DRAI pour le judaïsme et le frère Daniel BOURGEOIS pour le christianisme), le droit (Christian ATIAS et Joseph PINI), la médecine (Docteur Perrine MALZAC), les sciences exactes (Doyen Ahmed CHARAÏ).

Comme on le voit, ce colloque, ouvert à tous publics, à toute personne intéressée par les débats éthiques, se déroulera dans un esprit pluridisciplinaire et, pour chaque thème, un temps de discussion avec le public est prévu.

Renseignements, programmes détaillés et inscriptions auprès de :

Jean-Yves NAUDET,
Université Paul Cézanne,
3 avenue Robert Schuman,
13628 Aix en Provence Cedex 1
Tel : 04 42 17 28 73 Fax : 04 42 17 28 59
Courriel : centre-ethique@univ-cezanne.fr

AU SOMMAIRE DU N°919 :

EDITORIAL : Un Parlement croupion ? pp. 1-2

CONJONCTURE : La Commission européenne met en garde la France pp. 2-3

SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : Perspectives sociales de la concurrence pp. 4-5

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Union européenne - Russie : désaccord au sommet p. 4 - Service minimum : avant la fin de l'été ! p. 5 - Airbus : « L'Etat fera son devoir » p. 6 - Benoît XVI : « L'Eglise n'est ni une idéologie politique, ni un mouvement social » p. 7 - Colloque « Sciences et Ethique » p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille